

**ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ : Vers des périmètres de sécurité ? La gestion des espaces continentaux en Amérique du Nord et en Europe.** FORTMANN, Michel, Alex MACLEOD et Stéphane ROUSSEL (dir.). Coll. Sécurité, Outremont, QC, Athéna éditions, 2003, 262 p.

Hélène Pellerin

Volume 35, Number 2, juin 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/009051ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/009051ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pellerin, H. (2004). Review of [*ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ : Vers des périmètres de sécurité ? La gestion des espaces continentaux en Amérique du Nord et en Europe.* FORTMANN, Michel, Alex MACLEOD et Stéphane ROUSSEL (dir.). Coll. Sécurité, Outremont, QC, Athéna éditions, 2003, 262 p.]. *Études internationales*, 35(2), 389–392. <https://doi.org/10.7202/009051ar>

des Nations Unies : absence de volonté politique, défaut d'investissement dans le système et carence de vision. La controverse sur la réforme de l'ONU est entamée depuis quelques années entre le courant favorable à une revitalisation de l'Organisation dans le respect de la Charte, le courant des négateurs qui prône une conception minimaliste de l'ONU et la tendance qui opte pour la création d'une nouvelle Institution capable de relever les défis du 3<sup>e</sup> millénaire. L'auteur propose des réformes dans deux directions : d'abord, une refonte des méthodes de travail du CS. En l'espèce, le Conseil devra développer une réflexion et un rôle de prévention (anticipation comme base de décision, analyse approfondie des causes de la guerre, intérêt sérieux pour les questions sociales, culturelles, politiques et économiques).

Ensuite, au regard de l'amélioration des capacités d'action de l'ONU, l'auteur propose quelques recommandations pour remédier à la plus grande lacune de l'Organisation : les OMP doivent être créées d'après un mandat clair, les Casques bleus doivent être en mesure de défendre leur mandat. Sur le plan stratégique, l'auteur suggère la création d'un conseil militaire auprès du Conseil de sécurité. La réactivation du Comité d'état-major a suscité plusieurs débats entre les membres permanents : la France s'est montrée ouverte à une telle initiative, le Royaume-Uni hostile voyant en elle une manœuvre fanco-russe pour remettre sur pied un concurrent potentiel de l'OTAN. Cette tentative a été tuée dans l'œuf. Les autres propositions concernent la force à mettre à la disposition du

CS. Plusieurs formules ont été suggérées : le module de force en attente dans le pays d'origine, la création d'une force permanente de réaction rapide ou encore la proposition faite par le Secrétaire général et qui consiste à recourir à des sociétés privées de sécurité...

En somme, outre la riche documentation à partir de laquelle est réalisé cet ouvrage, nous pouvons avancer sans gêne qu'il s'agit d'un ouvrage qui synthétise les divers débats sur l'utilité ou non de l'Organisation des Nations Unies et qui resitue ses succès et ses déboires à partir de la dialectique entre le politique et le militaire. Ce livre serait d'une grande utilité pour les étudiants en thèse et pour les chercheurs. Néanmoins, certains passages, certains développements ou encore certaines conclusions peuvent être qualifiés « de déjà lu ».

Saïd HAMDOUNI

*Université des Sciences sociales Toulouse 1*

**Vers des périmètres de sécurité ?  
La gestion des espaces  
continentaux en Amérique du Nord  
et en Europe.**

*FORTMANN, Michel, Alex MACLEOD et  
Stéphane ROUSSEL (dir.). Coll. Sécurité,  
Outremont, QC, Athéna éditions, 2003,  
262 p.*

Très à propos cette collection de 11 essais présentés lors d'un colloque organisé conjointement en 2002 par le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité de l'UQAM (CEPES) et du Groupe de recherches et d'études en sécurité internationale (GERSI) de l'Université de Montréal. L'ouvrage, paru en 2003, présente les

enjeux politiques, administratifs et militaires de la défense des frontières après les événements du 11 septembre 2001. L'objectif poursuivi par ceux qui ont dirigé la collection était de comprendre la magnitude des changements survenus dans la gestion de la sécurité autant en Europe de l'Ouest qu'en Amérique du Nord, afin de mieux appréhender les défis présentés pour un pays comme le Canada.

L'ouvrage représente une riche collection, qui réunit des contributions de spécialistes reconnus internationalement, d'autant plus impressionnante que se côtoient des anglophones et des francophones. En tout, onze contributions sont répertoriées, avec deux parties principales. La première, portant sur l'Amérique du Nord, regroupe des analyses de la défense et la lutte contre le terrorisme (King), la gestion des frontières (Andreas) et la dynamique frontières-immigration (Heynen). La deuxième partie reprend une logique semblable pour l'Europe, avec toutefois l'accent mis sur la sécurité interne et les frontières (Deighton, Bigo, Crépeau) et un chapitre sur les questions de défense (Howorth). Un chapitre d'ouverture, par Albert Legault, pose les enjeux du terrorisme globalisant pour la conception et les stratégies de protection et de sécurité. Un dernier chapitre, celui de David Haglund, s'interroge sur la position et la stratégie du Canada dans le contexte actuel de continentalisation de la défense. Certaines des contributions se font remarquer, non seulement en raison de la notoriété des spécialistes sur le plan international (Bigo, Andreas, Legault, Crépeau), mais surtout pour

la justesse de leur analyse. Didier Bigo par exemple développe dans son chapitre la thèse selon laquelle des espaces de pouvoir bureaucratique se concrétisent au fur et à mesure que la coopération policière prend de l'ampleur et élargit ses domaines d'action. Des archipels ou réseaux de coopération entre divers services de police émergent et constituent un pouvoir important influençant les développements de la coopération européenne en matière de sécurité. La conséquence principale de l'émergence de ces réseaux consiste à « différencier » les univers policiers et militaires de la sécurité, les domaines interne et externe. Peter Andreas souligne la coexistence d'une logique économique et d'une autre, sécuritaire, entourant la gestion de la frontière en Amérique du Nord. Enfin Jeff Heynen souligne le nouveau paradigme de la gestion du risque qui s'est implanté aux États-Unis et les défis posés par cette nouvelle approche.

La profondeur de certaines des analyses permet de compenser un défaut véniel de l'ouvrage, à savoir l'imédiateté de l'information fournie qui risque d'être rapidement dépassée par les événements. La collection offre ainsi une foule de renseignements importants pour ceux et celles qui suivent de près les développements de politiques dans le domaine de la défense et de la gestion des frontières, que ce soit les politiques mises en place dans le cadre des accords entre le Canada et les États-Unis sur la coordination de leurs frontières ou les développements récents de l'Union européenne en matière de contrôle des frontières. Les directeurs de la collection ont visé

juste en présentant à la fin de l'ouvrage deux chronologies sommaires portant respectivement sur le périmètre de sécurité nord-américain depuis 1999 et sur la sécurité en Europe depuis 1992. Ce bref retour en arrière permettra à l'ouvrage de rester pertinent plus longtemps.

Cet ouvrage a deux qualités majeures. D'abord, toutes les contributions sont publiées en français, même celles qui étaient en anglais à l'origine. Une source inestimable pour les enseignants soucieux d'offrir à leurs étudiants des références en français sur les questions de sécurité, de frontière et de terrorisme. Ensuite, l'ouvrage offre des analyses très diversifiées s'attachant tant à la documentation des changements survenus qu'à des questionnements plus critiques par rapport aux stratégies déployées par les États. Certaines contributions s'adressent plutôt aux praticiens, telle celle de Michel Fortmann en introduction qui s'interroge sur la capacité pour le Canada de conserver l'initiative en matière de défense dans le contexte de la continentalisation de la sécurité de part et d'autre de l'Atlantique. Haglund reprend le même type de questionnement. D'autres analyses vont dans des directions différentes, plus critiques ou théoriques. La contribution de Crépeau par exemple insiste sur les dérapages en termes de droit de la personne, de la criminalisation de la frontière. Bigo quant à lui déconstruit les politiques de surveillance et de contrôles criminels pour en faire ressortir les nouveaux lieux de pouvoir émergent. Enfin, les chapitres portant sur les missions de Petersberg qui se trouvent au cœur d'une éventuelle politi-

que de défense de l'Union européenne (Deighton et Howorth) ou sur les politiques frontalières américaines (Heynen) offrent une documentation importante des récents développements et de leur mise en contexte.

La diversité des contributions est toutefois insuffisamment mise en relief par ceux qui ont dirigé l'ouvrage, dans la mesure où la vue d'ensemble qu'ils tentent d'offrir dans l'avant-propos, mais aussi dans les chapitres d'introduction et de conclusion, se situe beaucoup plus sur le plan des enjeux concrets pour les praticiens au Canada.

Les praticiens pourraient être un public cible de cet ouvrage, l'élément de comparaison avec l'Europe étant en ce sens un apport important de réflexion. Il est dommage cependant que la comparaison ne soit pas étendue aux Amériques. Dans une conjoncture où même l'Organisation des États américains en est à réfléchir sur la sécurité continentale, un chapitre sur les développements et les enjeux de la sécurité dans l'hémisphère occidental aurait été opportun.

Si l'autre public cible est sans conteste les étudiants francophones du Canada et d'ailleurs voulant suivre de près et en français les développements dans le domaine de la sécurité, ils seront sans doute ennuyés par les traductions souvent approximatives et parfois incongrues d'expressions consacrées ou de nom d'organismes. Ainsi *global agenda* est traduit par « ordre du jour mondial » plutôt que par question centrale ou dominante. Le nom de l'organisme créé au lendemain du 11 septembre, la *Coali-*

*tion for Trade Efficient Borders*, est traduit par Coalition pour des frontières sûres et propices à l'efficacité commerciale (p. 60) ou encore par Coalition pour des frontières sécuritaires et efficaces (p. 84). Un travail de révision plus serré des traductions aurait été bénéfique.

Hélène PELLERIN

Département de science politique  
Université d'Ottawa

### **Repenser la sécurité en France et en Espagne. Du mur de Berlin au World Trade Center.**

MONTES, Jérôme. *Coll. Thèses de sciences humaines, Louvain-la-Neuve, Academia/ Bruylant, 2003, 216 p.*

Depuis la fin de l'ordre bipolaire, les études de sécurité se trouvent en pleine ébullition. Les frontières de cet objet d'étude ne concernent plus seulement ses dimensions militaires mais également ses dimensions non militaires. La dichotomie traditionnelle entre la sécurité interne et la sécurité externe est d'ailleurs de plus en plus remise en cause. Ainsi, on peut croire que le rôle de l'État s'en trouve bousculé dans ses compétences régaliennes. Or, c'est plutôt une forme de redéploiement desdites compétences que l'État vit actuellement. C'est globalement à ce panorama que s'attaque le livre de Jérôme Montes et malgré quelques réserves, l'ouvrage offre des réflexions pertinentes et s'insère dans cette perspective plus large qui émerge actuellement concernant la reconfiguration des institutions étatiques de sécurité. Provenant de sa thèse de doctorat, l'ouvrage se divise en deux sections, comportant cha-

cune deux chapitres en plus d'une introduction passablement longue et d'une conclusion générale plutôt courte.

L'introduction établit les bases théoriques et méthodologiques de l'ouvrage. Comme le souligne l'auteur, la légitimité première de l'État a été celle de garantir la sécurité. Or, cette prérogative sécuritaire est fortement remise en question depuis l'effondrement de l'ordre bipolaire. Le 11 septembre 2001 démontre l'incapacité et l'impréparation des États vis-à-vis du défi sécuritaire actuel. L'auteur fait un tour d'horizon des diverses écoles de relations internationales (réaliste, transnationaliste, constructiviste et idéaliste) sur la sécurité. Il constate, comme plusieurs autres, l'impossibilité d'appréhender la sécurité à partir du seul angle militaire ainsi que l'inadéquation d'une séparation rigide entre un espace interne et un espace externe de sécurité. À travers la mutation du système westphalien qui favorise une nouvelle gouverne sécuritaire, l'État se restructure, s'adapte et demeure la pierre angulaire de la sécurité. C'est à partir des cas de la France et de l'Espagne que l'auteur cherche à confirmer son hypothèse.

La première partie de l'ouvrage est divisée en deux chapitres. Pour l'auteur, la transnationalisation des menaces favorise la mise en place d'un régime de sécurité tel que l'a développé Krasner. Le chapitre premier fait un tour d'horizon des domaines de collaboration en sécurité entre la France et l'Espagne ; il s'agit plus précisément des dimensions militaires (opérations de maintien de la paix, Europe de la Défense) et des